UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

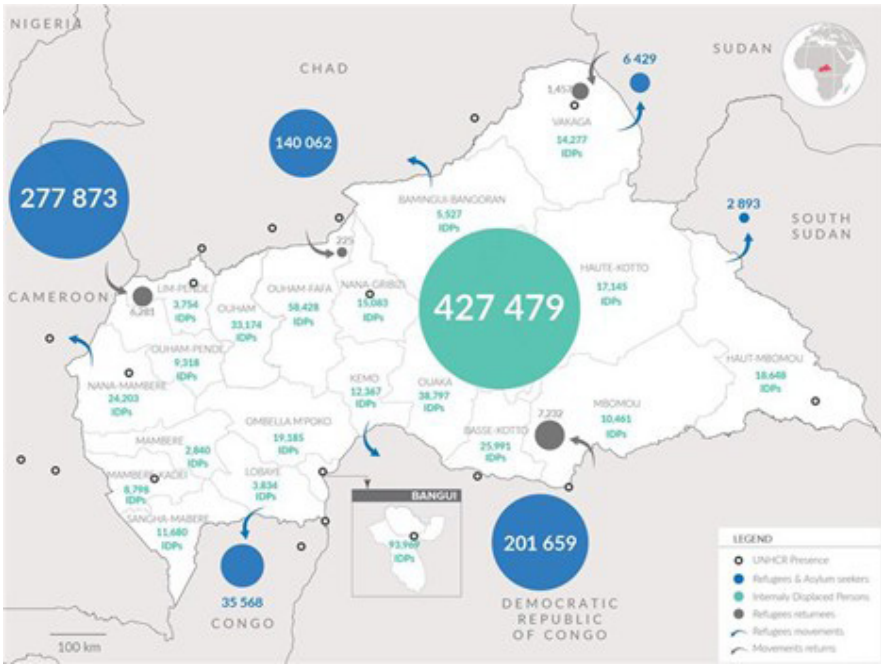
République Centrafricaine (RCA)

MISE À JOUR OPERATIONNELLE

Trimestrielle | Octobre - Décembre 2025

STATISTIQUES / CARTE | 31 Décembre 2025

1 202 392 personnes déplacées de force	
247 479 personnes déplacées internes (PDI)	
63 768 Réfugiés et demandeurs d'asile centrafricains	
37 720 Personnes rapatriées des pays voisins depuis janvier 2024	



Les opérations du HCR en République centrafricaine reposent avant tout sur la protection par la présence, pilier central de la réponse humanitaire. Dans un contexte marqué par la volatilité sécuritaire et les répercussions de la crise soudanaise, une attention particulière est aussi portée à la réponse aux urgences, notamment face à la crise soudanaise. Parallèlement, la recherche de solutions durables constitue une priorité majeure, à travers l'appui au retour volontaire, sûr et digne des réfugiés centrafricains, tout en veillant à leur réintégration durable et à leur contribution au développement national.

Le Gouvernement centrafricain, le HCR et ses partenaires assurent la protection et une assistance multisectorielle aux PDI et aux réfugiés, y compris les Tchadiens et Soudanais, tout en promouvant des solutions durables, notamment le retour volontaire des réfugiés centrafricains. Le HCR aligne ses actions sur les priorités nationales, notamment le Programme national de développement, la Stratégie nationale pour les solutions durables et la Plateforme d'appui issue de la Déclaration de Yaoundé (2022).

4 250 Centrafricains ont été rapatriés volontairement du Cameroun et de la RDC vers la RCA depuis janvier 2025		**1 975** Personnes affectées par les inondations ont été assistées par des kits de besoins essentiels		**1 662** Réfugiés soudanais ont été enregistrés	
1 392 Ménages de rapatriés ont reçu des kits d'hygiène		**991** Ménages de Déplacés internes retournés ont reçu des kits d'abris.		**773** Ménages ont reçu une aide en espèces	

Birao, dans la Vakaga (RCA), une initiative porteuse d'espoir voit le jour. Grâce au soutien du partenaire CIAUD, 41 femmes réfugiées soudanaises et celles issues des communautés hôtes ont bénéficié d'un appui en matière d'élevage de caprins — un levier concret pour renforcer la résilience économique, la sécurité alimentaire et l'autonomisation. © UNHCR/Stella Fatime

Contexte opérationnel

La République centrafricaine (RCA) se trouve à un moment charnière de sa trajectoire post-conflit, marqué par des avancées notables en matière de stabilisation politique et sécuritaire.

La mise en œuvre progressive de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), la relance de la décentralisation administrative et l'organisation des premières élections locales depuis plus de quarante ans traduisent une volonté affirmée de consolidation de l'État et de rapprochement des institutions des populations.

Sur le plan sécuritaire, plusieurs régions du pays connaissent une amélioration relative, avec une réduction des affrontements ouverts entre groupes armés, un redéploiement progressif des autorités étatiques et un accès humanitaire élargi dans certaines zones auparavant difficiles d'accès. Ces dynamiques contribuent à un environnement plus propice au retour volontaire des populations et à la relance des activités socio-économiques.

Toutefois, ces progrès demeurent fragiles et inégalement répartis sur le territoire. Les zones frontalières du nord-est et du sud-est restent particulièrement exposées aux risques sécuritaires, exacerbés par les effets de la crise soudanaise, la persistance de groupes armés, la porosité des frontières et le retrait progressif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Ces facteurs continuent d'affecter la protection des populations civiles et de limiter l'accès durable aux services de base.

Depuis avril 2023, la RCA accueille des milliers de réfugiés soudanais fuyant le conflit, principalement via la frontière d'Am Dafock, ainsi que des réfugiés tchadiens. En collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), le HCR assure leur accueil, leur enregistrement et le suivi de leur protection aux frontières.

Avec l'appui de la communauté humanitaire, des services essentiels leur sont fournis, notamment en matière de protection, d'assistance alimentaire, d'abris, de soins de santé et d'éducation, en particulier à Korsi, dans la préfecture de Vakaga. Cette réponse s'inscrit dans un contexte où l'amélioration relative de la sécurité dans certaines zones permet une meilleure organisation de l'assistance et un accès plus régulier aux populations.

Au 31 décembre 2025, la RCA accueille 63 768 réfugiés et demandeurs d'asile, dont 55 312 réfugiés et 8 456 demandeurs d'asile. La majorité est composée de réfugiés soudanais (73 %), suivis de ceux de la République démocratique du Congo (12 %), du Tchad (9 %) et du Soudan du Sud (6 %). Ce chiffre représente une augmentation de 19 % par rapport à décembre 2024, principalement due à l'enregistrement individuel des réfugiés soudanais.

Parallèlement, l'amélioration relative de la situation sécuritaires observés dans certaines régions a contribué à la poursuite des retours volontaires des Centrafricains. Au total, 74 411 personnes ont été rapatriées volontairement, dans des conditions sures et dignes, dont 21 445 pour la seule année 2025, dans le cadre de l'opération lancée en 2017.

La majorité des rapatriés provenait de la République démocratique du Congo (44 %), suivie du Cameroun (39 %) et de la République du Congo (15 %). Ces retours témoignent d'une confiance progressive des populations envers l'amélioration de la situation sécuritaire, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de stabilisation, de relèvement et de réintégration durable afin de consolider les acquis et de prévenir les risques de rechute.

Situation des réfugiés soudanais dans les préfectures de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran, de Haute-Kotto, d'Ouaka, de Mbomou et de Haut-Mbomou.

Entre octobre et décembre, la situation sécuritaire dans la préfecture de la Vakaga, à la frontière avec le Soudan, est demeurée relativement calme mais fragile. Malgré les efforts de désarmement volontaire et un accord de paix entre les communautés soudanaises et centrafricaines, les réfugiés et les communautés hôtes continuent de faire face à des violences, des extorsions et des restrictions de mouvement imposées par des groupes armés non étatiques sur les axes clés. Ces contraintes perturbent les moyens de subsistance et contribuent à la hausse du coût de la vie.

Grâce au plaidoyer conjoint du HCR, de ses partenaires et de la CNR, les autorités locales de Birao ont alloué 100 hectares supplémentaires pour l'extension du quartier Korsi. Cette extension permettra non seulement d'accueillir de nouveaux arrivants, mais aussi de développer des activités agricoles et maraîchères, renforçant ainsi l'autonomie, la résilience et la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés hôtes. Le site accueille actuellement environ 27 000 réfugiés soudanais.

Malgré les efforts interagences, des lacunes importantes persistent. L'accès à l'eau reste inférieur aux normes d'urgence (10,4 litres par personne et par jour), et les conditions d'assainissement sont critiques, avec une moyenne de 52 personnes par latrine, ce qui accroît les risques sanitaires.

Enregistrement et documentation

Au 31 décembre 2025, 40 332 réfugiés soudanais ont trouvé refuge en République centrafricaine depuis le début du conflit en avril 2023, dont 83 % étaient des femmes et des filles. Parmi eux, 26 981 personnes ont été enregistrées à Korsi et à Birao par le HCR et la CNR, tandis que 13 351 réfugiés se trouvent dans des zones difficiles d'accès dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Ouaka, Mbomou et Haut-Mbomou.

De nouveaux arrivants ont été identifiés dans la sous-préfecture d'Ouandja-Kotto, et les missions conjointes HCR-CNR se poursuivent dans les zones reculées du sud-est, notamment à Bakouma, Pombolo, Bangassou et Rafai, afin d'améliorer l'enregistrement et l'accès à l'assistance.

Protection

En décembre, 91 incidents de protection ont été documentés dans la Vakaga par le partenaire du HCR, CIAUD, principalement liés aux activités de groupes armés non étatiques. Les localités les plus touchées comprennent Ouandja/Sikikédé, Ouanda-Djallé, Boromata et Birao.

Les hommes adultes représentent la majorité des victimes (77 %), en raison de leur exposition accrue lors des activités de subsistance, suivis des femmes (18 %) et des enfants (5 %). Les violations concernent principalement les droits de propriété (47 %), notamment des extorsions et des vols, ainsi que les arrestations arbitraires et les restrictions de mouvement (37 %).

Pour y répondre, le HCR et ses partenaires renforcent le suivi de la protection, la gestion des cas et les mécanismes communautaires de vigilance.

Redevabilité envers les populations concernées

Le HCR et son partenaire, le CIAUD, ont poursuivi le renforcement de la redevabilité à Korsi par la collecte de retours, la gestion des plaintes et la sensibilisation communautaire. Les préoccupations exprimées portent principalement sur l'assistance alimentaire en espèces, eau, hygiène et assainissement (EHA), les abris et les moyens de subsistance.

Les cas ont été orientés vers les acteurs concernés et suivis afin d'assurer une réponse rapide. Parallèlement, des sessions de sensibilisation ont permis de renforcer la compréhension des mécanismes de plainte, d'encourager la participation communautaire et d'améliorer la qualité et l'équité de l'assistance.

Prévention et réponse à la violence contre la femme et la fille et à l'exploitation et aux abus sexuels (PSEA)

Le HCR, avec son partenaire, le CIAUD, a poursuivi les activités de prévention et de réponse à la violence à l'égard des femmes et des filles. Les incidents signalés comprennent des violences physiques, sexuelles et psychologiques, principalement dans le cadre domestique.

Toutes les survivantes ont bénéficié d'un soutien psychosocial dans des espaces sûrs ; 42 % ont reçu des kits de dignité, 13 % une assistance financière d'urgence et 15 % ont été référées vers des structures de santé.

Les activités de renforcement des capacités ont également permis à 22 femmes réfugiées de suivre des sessions hebdomadaires de développement personnel. Les campagnes de sensibilisation ont touché 52 participants, tandis que la campagne des 16 jours d'activisme a atteint 1 467 personnes en décembre.

Dans une approche d'autonomisation économique, 42 femmes de l'association YA RAHAMANE ont été formées au leadership et à la gestion de microentreprises, avec un appui au développement d'un projet de restaurant-traiteur.

Protection de l'enfance

Les activités de protection de l'enfance se sont poursuivies à Korsi, en mettant l'accent sur le bien-être psychosocial et la cohésion sociale. En décembre, 545 enfants réfugiés ont été inscrits à l'Espace amis des enfants (adapté aux enfants), où ils participent à des activités éducatives, récréatives et sociales dans un environnement sûr.

Depuis le début de 2025, 3 885 enfants ont bénéficié de ces activités, dont 413 issus de la communauté hôte, ce qui contribue à renforcer la cohésion sociale.

Par ailleurs, des sessions de sensibilisation ont été organisées pour environ 30 adolescentes sur les mariages précoces et forcés, la santé reproductive et le rôle de l'éducation, afin de favoriser le relais de sensibilisation entre pairs.

Éducation

Le HCR et ses partenaires (CSSI et OHG DS), en collaboration avec les autorités éducatives, ont poursuivi l'intégration des réfugiés au sein du système éducatif national.

Les cours de français ont atteint 501 apprenants en décembre, dont 391 réfugiés et 110 membres de la communauté hôte. La participation féminine (52 %) reflète une progression notable, tandis que la présence d'adultes témoigne d'un besoin d'apprentissage plus large. Le renforcement des capacités a concerné 33 membres d'associations de parents et 29 enseignants et parents-enseignants, notamment en matière de protection de l'enfance, de VBG et de soutien psychosocial.

L'ouverture de nouvelles classes de maternelle et le soutien aux associations de parents, y compris la distribution de chèvres, illustrent une approche intégrée liant l'éducation, la participation communautaire et les moyens de subsistance.

Eau, hygiène et assainissement

Les activités d'eau, d'hygiène et d'assainissement, mises en œuvre par le partenaire NOURRIR, ont atteint 11 764 personnes à Korsi grâce à des campagnes de sensibilisation, des visites à domicile et des activités communautaires.

Quinze fosses à déchets ont été creusées et des comités d'assainissement ont été renforcés, contribuant à améliorer les pratiques d'hygiène et à réduire les risques de maladies hydriques, malgré des infrastructures encore limitées.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Le Programme alimentaire mondial (PAM), en coordination avec le HCR et ses partenaires, a fourni une assistance alimentaire en espèces à 12 879 réfugiés à Korsi.

Le HCR et le CIAUD ont mené des activités de renforcement des moyens de subsistance, incluant des appuis à l'élevage pour 100 bénéficiaires, et des formations aux activités génératrices de revenus au profit de 50 bénéficiaires. et, En parallèle, des actions de sensibilisation ont permis de touché 1 210 personnes.

Quatre groupes d'épargne (AVEC) sont actifs à Korsi, Nguerendomo et Songo, favorisant l'autonomie financière et la cohésion communautaire.

Dans la Haute-Kotto et à Ouandja-Kotto, des milliers de réfugiés ont également bénéficié d'une assistance en espèces pour couvrir leurs besoins essentiels et soutenir leur inclusion économique.

Abris et articles non alimentaires

À Korsi, 273 ménages vulnérables ont reçu des bâches pour la réhabilitation de leurs abris, tandis que la construction d'abris semi-durables se poursuit.

En parallèle, 1 623 ménages ont bénéficié d'articles essentiels (nattes, lampes solaires, moustiquaires, savon, vêtements), ce qui a amélioré leurs conditions de vie.

Santé et nutrition

Les services de santé, assurés par le CSSI et International Medical Corps (IMC), en coordination avec les autorités sanitaires, ont permis 1 440 consultations en décembre, dont 83 % ont été réalisées auprès des réfugiés. Les principales pathologies restent le paludisme, les infections respiratoires et les maladies parasitaires.

Les services de santé reproductive ont permis 147 consultations et 17 accouchements en décembre, tous assistés par du personnel qualifié.

En matière de nutrition, 387 enfants ont été dépistés, dont les cas de malnutrition aiguë ont été pris en charge. Depuis le début de l'année, plus de 9 000 enfants ont été dépistés.

Les activités de prévention ont porté sur le paludisme, le choléra, la rougeole et la Mpox, à travers la distribution de moustiquaires, des campagnes de vaccination et une sensibilisation communautaire.

Enfin, le HCR a renforcé les capacités du centre de santé de Ouandja-Kotto grâce à la dotation d'un concentrateur d'oxygène.

Activités de protection à Obo en faveur des réfugiés Sud-Soudanais et congolais.

Au cours du quatrième trimestre 2025, la situation de protection dans les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou s'est progressivement améliorée. Cette évolution positive s'explique notamment par le renforcement de la présence des forces de sécurité intérieure et de défense, qui ont intensifié les patrouilles dans les principaux centres urbains afin de réduire les risques sécuritaires pour la protection.

Toutefois, la situation sécuritaire dans le Haut-Mbomou demeure relativement calme mais fragile. L'activisme de groupes armés continue d'être signalé dans certaines localités, entraînant des incidents de protection. La période sous revue a notamment été marquée par des affrontements entre les forces de défense et des éléments de l'AAKG dans la localité de Zémio. Ces violences ont provoqué des mouvements de population et perturbé la mise en œuvre de plusieurs interventions humanitaires.

Enregistrement, vérification et documentation des réfugiés soudanais dans la préfecture du Mbomou en RCA. @Photo. UNHCR

Dans ce contexte, la CNR, avec l'appui du HCR, a mené une mission d'enregistrement et de vérification des réfugiés soudanais dans la préfecture du Mbomou, notamment à Rafaï, Bangassou, Bakouma et Pombolo. Au total, 1 662 réfugiés de 740 ménages, ont été enregistrés, ce qui a contribué à améliorer leur accès à la protection et à l'assistance.

Parallèlement, le HCR, en collaboration avec son partenaire, le CIAUD, et la CNR, a poursuivi les visites de suivi de la protection dans les localités d'Obo, Bema, Bangassou, Ouango et Rafaï, dans les préfectures du Haut-Mbomou et du Mbomou. Ces missions de proximité permettent de recueillir des informations sur la situation des personnes déplacées de force, d'identifier celles aux besoins spécifiques et de les orienter vers les services d'assistance disponibles.

Dans une approche participative, des séances d'échange ont été organisées à Obo afin de co-concevoir des activités de subsistance adaptées aux besoins des réfugiés et des communautés hôtes, contribuant ainsi au renforcement de leur résilience et à la cohésion sociale.

En outre, huit séances de sensibilisation ont été organisées à Obo, Rafaï, Bangassou et Ouango sur des thématiques clés, telles que la lutte contre la stigmatisation, la cohabitation pacifique et la prévention des violences contre les femmes et les filles, notamment les agressions physiques. Ces activités ont permis de toucher 1 140 participants, dont 573 femmes, 302 hommes, et 265 garçons, renforçant ainsi la protection communautaire et la sensibilisation aux droits.

Situation des réfugiés tchadiens à Betoko et la préfecture de Ouham.

En avril 2023, des conflits communautaires au Tchad ont contraint plus de 38 000 personnes à fuir vers la République centrafricaine, dont 31 779 réfugiés tchadiens et 6 235 rapatriés spontanés centrafricains.

À la suite des activités de monitoring menées par la CNR et le HCR dans les villages frontaliers (axes Bedaka, Bembere et Benamkor), environ 6 712 personnes, soit 2 515 ménages, , ont été identifiés vivant au sein de familles d'accueil.

Au quatrième trimestre de l'année, 3 458 réfugiés tchadiens ont été enregistrés par biométrie à Betoko, dont 1 874 femmes et 1 584 hommes, répartis dans 909 ménages.

Parmi eux, 424 personnes présentent des besoins spécifiques, notamment :

- Des enfants non accompagnés,
- Des femmes enceintes ou allaitantes,
- Des personnes âgées malades,
- Des personnes vivant avec un handicap,
- Et des personnes nécessitant une prise en charge médicale.

Assistance humanitaire et réponse aux besoins essentiels

Au cours de la période en revue, une assistance en espèces d'un montant de 42 000 FCFA par ménage a été fournie par World Vision, avec l'appui technique du HCR, aux réfugiés tchadiens à Betoko (Lim-Pendé). Au total, 886 ménages ont bénéficié de cette aide, pour un montant global de plus de 37 millions de FCFA.

En complément, 300 ménages ont reçu des articles essentiels et des kits d'hygiène, comprenant notamment du savon (lessive et toilette), des seaux et bidons de 25 litres, des pagnes, des gobelets, des kits d'hygiène menstruelle et des pots pour bébés, afin de répondre aux besoins essentiels des familles.

Protection et bien-être des enfants

La CNR, le HCR et leurs partenaires ont poursuivi les activités de suivi de la protection dans les localités de Bossangoa, Paoua, Betoko, Bocaranga, Ngaoundaye et Bozoum. Globalement, l'environnement de protection a été jugé stable sur la période considérée.

Toutefois, certaines zones, notamment Bossangoa et la préfecture de l'Ouham, ont été touchées par de fortes pluies accompagnées de vents violents, ce qui a entraîné un risque d'effondrement d'habitations.

Dans le cadre des activités éducatives et socio-récréatives menées à l'Espace Ami des Enfants de Betoko entre octobre et décembre 2025, environ 1 000 enfants ont participé à diverses activités (sport, jeux, danse, théâtre, lecture, dessin), dont 594 filles et 406 garçons

Santé-Nutrition

Entre octobre et décembre 2025, environ 3 500 consultations curatives ont été réalisées, dont 54 % en faveur des réfugiés tchadiens et 46 % en faveur des communautés hôtes, illustrant une approche inclusive de l'assistance.

Les principales causes de morbidité restent le paludisme (environ 47 % des cas), ainsi que les infections digestives et respiratoires.

Réponses aux personnes déplacées internes (PDI)

Au cours de la période sous revue, une amélioration globale de la situation sécuritaire a été observée dans les principales villes et le long des axes routiers en République centrafricaine. Cette évolution positive a favorisé les retours spontanés de 75 800 personnes déplacées internes au sein du pays, témoignant des progrès vers une stabilisation progressive.

Dans le même temps, certaines zones restent affectées par des dynamiques de déplacement. Dans la préfecture de la Vakaga, plus de 11 109 ressortissants centrafricains ont été contraints de fuir Amdafock et sept autres villages frontaliers, à la suite d'attaques transfrontalières présumées menées par des éléments du RSF. Les populations déplacées ont trouvé refuge autour de la base opérationnelle temporaire (TOB) du contingent zambien.

Face à cette situation, le HCR et ses partenaires se sont mobilisés pour apporter une assistance d'urgence et assurer la protection des personnes affectées. Au 31 décembre 2025, le nombre total de personnes déplacées internes dans la préfecture de la Vakaga s'élevait à 14 277, ce qui souligne la nécessité de poursuivre les efforts conjoints pour répondre aux besoins humanitaires et soutenir des solutions durables.

Solutions durables

Entre janvier et décembre 2025, plus de 21 455 réfugiés centrafricains sont rentrés volontairement dans leur pays. Ces retours s'inscrivent dans le mandat fondamental du HCR, qui vise à trouver des solutions durables aux déplacements forcés, notamment en permettant aux réfugiés de rentrer chez eux dans des conditions sûres, dignes et durables, et en contribuant à la reconstruction de leurs communautés.

Le HCR a poursuivi son travail en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République centrafricaine ainsi qu'avec ses partenaires humanitaires et de développement afin de garantir des retours sécurisés et de favoriser la réintégration socio-économique des populations de retour.

Les opérations de rapatriement volontaire se sont poursuivent depuis le Cameroun, la République du Congo et la République Démocratique du Congo vers les localités de Bangui, Ombella M'poko, Berbérati, Bouar et Baoro. Depuis 2017, 74 411 réfugiés centrafricains ont ainsi été accompagnés dans leur retour volontaire avec l'appui du HCR et du Gouvernement.

A Baboua, dans la Nana Membere, le groupement des rapatriés, retournés et communauté hôte excelle dans la saponification. Une activité qui contribue à renforcer la résilience des communautés et à promouvoir leur autonomie économique. @UNHCR. Ph. S. Fatime

Au-delà du retour, le HCR met l'accent sur la réintégration durable des rapatriés et des personnes déplacées internes, en soutenant des approches intégrées qui bénéficient également aux communautés hôtes.

À Baoro, ville pilote des pôles de développement, le HCR appuie le Gouvernement dans la réhabilitation et la construction d'infrastructures essentielles, notamment des écoles, des centres de santé, des bâtiments administratifs et des systèmes d'approvisionnement en eau. Des logements durables et adaptés sont également construits au profit des rapatriés, des déplacés internes et des ménages vulnérables des communautés d'accueil, contribuant ainsi au développement local et à la cohésion sociale.

Dans la Haute-Kotto, à Bria, le HCR apporte également une assistance aux rapatriés spontanés. Ainsi, 533 personnes (324 femmes et 209 hommes) de 52 ménages, ont bénéficié d'une assistance en espèces sous la forme d'un paquet de retour pour faciliter leur réintégration après leur retour du Soudan.

En complément, le PAM leur a fourni une assistance alimentaire en cash couvrant trois mois. (décembre 2025, janvier et février 2026).

Dans une perspective de solutions durables, le HCR, à travers son partenaire gouvernemental PARET, soutient également les moyens de subsistance des communautés.

À Bria, deux groupements agricoles ont bénéficié de formations, de semences et d'équipements. Le groupement "E Kpinga I Gazo", composé de 35 membres (dont 27 hommes et huit femmes), ainsi que le groupement "Merci Na Nzapa Nzara A Hounzi", composé de 26 membres, ont reçu des semences variées (gombo, jute, solanum, amarante, tomate) ainsi que des outils agricoles (machettes, houes, pelles, brouettes, râteaux, arrosoirs, cordes, décamètres et pulvérisateurs).

Ces interventions contribuent à renforcer la résilience des communautés, à promouvoir l'autonomie économique des populations affectées et à créer les conditions nécessaires à des solutions durables, alignées sur les priorités nationales de développement.

Travail en partenariat

En République centrafricaine, le HCR joue un rôle clé dans la coordination de la réponse humanitaire, en dirigeant le Cluster Protection et en co-dirigeant les clusters Coordination et Gestion des Camps (CCCM) ainsi que l'Abris/NFI. À travers ce leadership, l'organisation plaide activement pour la centralité de la protection et la promotion de solutions durables au bénéfice des personnes déplacées de force.

En étroite collaboration avec le Gouvernement centrafricain, le HCR renforce son engagement aux côtés de ses partenaires stratégiques afin de mutualiser les efforts et de maximiser l'impact des interventions en faveur des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

Cette approche partenariale se traduit notamment par la signature d'accords de coopération avec des institutions clés telles qu'ONU Femmes et le ministère de l'Agriculture, ainsi que par une coordination renforcée avec les départements ministériels et les autorités locales.

Face à l'afflux de réfugiés soudanais et tchadiens, le modèle de coordination des réfugiés est mis en œuvre, avec le HCR à la tête de la réponse, en appui au Gouvernement, représenté par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), et en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires et de développement.

Mesures d'efficience opérationnelle en RCA

Face à la réduction des financements, le HCR en RCA a redéfini ses priorités opérationnelles, ce qui a entraîné une diminution de sa couverture géographique et un recentrage de ses interventions essentielles.

Afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, le HCR a engagé des réformes et des ajustements budgétaires à tous les niveaux, tout en veillant à maintenir la qualité et l'efficacité de l'assistance aux populations déplacées de force.

Parallèlement, le HCR renforce la mutualisation des ressources avec les agences des Nations Unies au sein du Groupe de travail dédié (GTMR). Cette approche vise à développer des synergies dans des domaines clés tels que la logistique, la sécurité, la gestion des bases de vie, les technologies de l'information et les services administratifs, afin de réduire les coûts et d'améliorer la coordination, notamment dans les zones difficiles d'accès.

Ces mesures permettent de réaliser des économies d'échelle et de renforcer la cohérence des actions sur le terrain. Elles reflètent la volonté du HCR de s'adapter aux contraintes budgétaires tout en préservant sa capacité à protéger et à assister les populations les plus vulnérables dans un environnement opérationnel complexe.

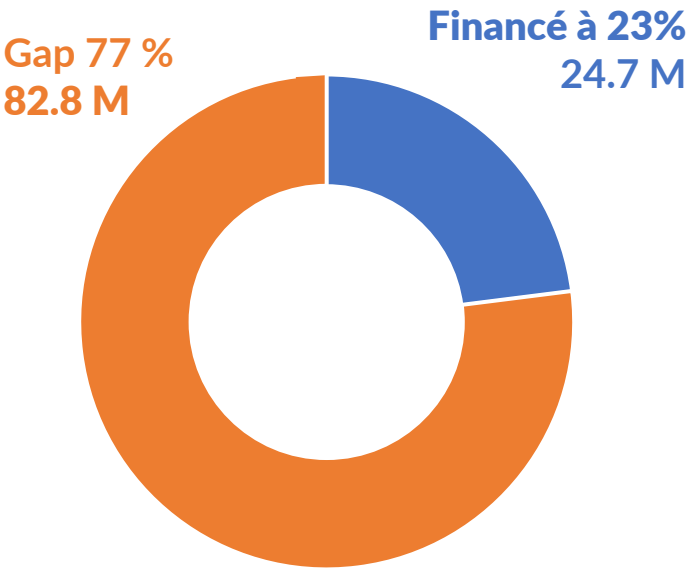
Le HCR est reconnaissant du soutien généreux des donateurs à l'opération de la RCA, ainsi qu'à ceux qui ont contribué aux opérations du HCR à l'échelle mondiale et régionale par des financements non attribués et à désignation flexible, notamment :

Aide humanitaire Allemande | Canada | Charités des Saints des Derniers Jours Australie | Chine | Danemark | États Unis d'Amérique | France | Fonds pour la Consolidation de la Paix | Fondation Mastercard | Japon | MINUSCA | ONUSIDA | Suède| Suisse| Union Européenne | UNCERF |

FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2025

107,5 Millions $ USD

Requis par le HCR en RCA en 2025



CONTACTS

Gloria Ramazani, External Relations Officer, Central African Republic, ramazang@unhcr.org.
Ying Hu, Associate external Relations Officer, Central African Republic, huyi@unhcr.org.
Stella Fatime, Communication Associate, Central African Republic, fatime@unhcr.org
Links : **X (Twitter)**, **Facebook**.